



## **Conseil de sécurité**

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1996/494  
28 juin 1996  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

NOTE VERBALE DATÉE DU 26 JUIN 1996, ADRESSÉE AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
PAR LA MISSION PERMANENTE DE L'ANGOLA AUPRÈS DE L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES

La Mission permanente de la République d'Angola auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de demander que le texte de la lettre en date du 17 juin 1996, de S. E. M. José Eduardo dos Santos, Président de la République d'Angola, concernant le processus de paix en Angola, soit distribué comme document du Conseil de sécurité.

ANNEXE

Lettre datée du 17 juin 1996, adressée au Secrétaire général  
par le Président de la République d'Angola

Dans le cadre des efforts déployés par le Gouvernement angolais en vue de mener à bonne fin la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka dans des délais raisonnables et conformes à ceux fixés par le Conseil de sécurité, nous nous sommes employés principalement à coopérer avec la Mission de vérification des Nations Unies en Angola (UNAVEM III) à l'exécution des tâches confiées au Gouvernement, tout en menant un certain nombre d'actions politiques et diplomatiques, avec la coopération de la communauté internationale, dans le but de veiller à ce que l'União Nacional para a Independência Total de Angola (UNITA) soit associée au processus de manière sérieuse et responsable.

Je tiens à saluer ici le rôle utile que vous même et le Conseil de sécurité avez joué dans le processus de paix en Angola. C'est grâce à vos efforts que ce processus, aussi lent soit-il, est parvenu au stade actuel.

En raison des fortes pressions dont elle a fait l'objet, l'UNITA s'acquitte de l'obligation qui lui a été faite de cantonner ses forces, ce qui est, comme vous le savez, un élément fondamental de la pacification de l'Angola.

Toutefois, cette tâche ne sera pas menée à bien dans les délais fixés par le Conseil de sécurité dans sa résolution 1055 (1996). Aussi est-il important de faire comprendre à l'UNITA que le non-respect de ces délais est source de préoccupation et amènera la communauté internationale à réagir vigoureusement et à exiger que ses décisions soient pleinement respectées.

De ce fait et étant donné que l'UNITA, bien que sa position semble aujourd'hui plus acceptable, ne semble pas croire véritablement, qu'elle doit cantonner ses 62 000 soldats d'ici à la fin du mois de juin comme elle s'y est engagée, nous estimons qu'il est vital de maintenir sur elle une pression suffisamment forte pour que soit atteint sans tarder l'objectif fondamental du processus de paix en Angola. Dans ce but, je voudrais vous demander d'envoyer en Angola une mission du Conseil de sécurité, d'ici à la fin du mois en cours, qui serait chargée d'évaluer le processus et de conseiller à l'UNITA de ne prendre aucune mesure susceptible d'entraîner de nouveaux retards dans la mise en oeuvre du Protocole de Lusaka ainsi que de compromettre la mission de paix d'UNAVEM III.

Le Président de la République d'Angola

(Signé) José Eduardo DOS SANTOS

-----